



Début 2017, les collectes européenne et française de lait continuent de reculer, dans un contexte de marchés tendu pour le beurre et excédentaire pour la poudre de lait écrémé

Dans le sillage des baisses enregistrées au second semestre 2016, la collecte de lait de vache en janvier et février 2017 recule dans la plupart des pays européens par rapport à la même période de l'année précédente, et notamment en France (- 5,7 %, effet année bissextile non corrigé), contribuant au rééquilibrage progressif des marchés. Les prix du lait de vache se sont ainsi redressés à partir de la mi-2016 et jusqu'en janvier 2017. En février 2017, ils se tasseraient tout en demeurant supérieurs à ceux de 2016. Face à une offre limitée et une demande soutenue au niveau mondial, les prix français du beurre repartent très nettement à la hausse depuis le 2^e semestre 2016, à l'instar des prix européens. En revanche, ceux de la poudre de lait pâtissent de stocks importants et d'une demande insuffisante malgré les ventes très dynamiques en poudre de lait écrémé à la Chine.

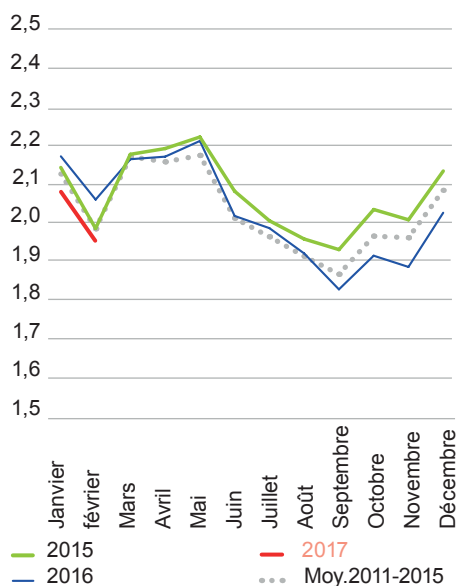
En France, la baisse de la collecte de lait de vache se poursuit début 2017 mais de façon un peu moins marquée que fin 2016

Sur les deux premiers mois de l'année 2017, la collecte française de lait de vache s'établit à près de 4 milliards de litres, inférieure de 5,7 % à celle de 2016. La baisse sur un an est cependant un peu moins marquée qu'au dernier trimestre 2016 (- 6,9 % par rapport à 2015).

Après avoir été proche des niveaux de 2015 jusqu'en mai 2016, la collecte mensuelle de lait a progressivement diminué à partir de juin par rapport à l'année précédente, plus particulièrement sur les derniers mois de l'année 2016 (- 7,4 % en novembre et - 6,1 % en décembre). Cette décline de la collecte nationale s'explique par une surproduction

Début 2017, la collecte française de lait de vache est en deçà des niveaux de 2015 et 2016

Milliard de litres



Sources : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

mondiale à l'origine d'une baisse des prix payés aux producteurs, par la mise en œuvre des plans européens et français de réduction volontaire de la production mais également par de moindres disponibilités fourragères en quantité et en qualité, à la suite de fortes précipitations au printemps et de la sécheresse estivale.

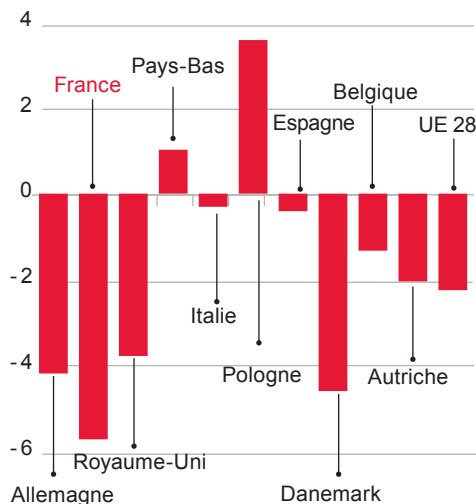
Poursuite de la baisse de la collecte européenne début 2017

En janvier 2017, la production européenne de lait de vache baisse de 2,2 % sur un an, soit près de 280 000 t de moins par rapport au niveau de janvier 2016 qui était élevé à la suite de la suppression des quotas laitiers en avril 2015. La France arrive en tête des trois principaux pays producteurs ayant le plus réduit leur production avec - 126 000 t (soit - 5,1 %), suivie de

l'Allemagne (114 000 t, à - 4,1 %) et du Royaume-Uni (- 46 000 t, à - 3,7 %). Ces trois pays contribuent pour plus de 90 % au recul global.

En janvier 2017, des collectes majoritairement en baisse dans l'Union européenne sur un an

Évolution janvier 2016 / janvier 2017 (%)



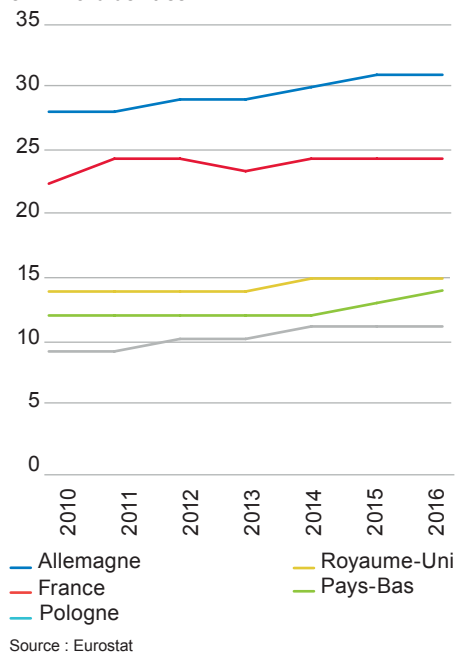
Source : Eurostat

La réduction de la collecte européenne en début d'année prolonge celle entamée au second semestre 2016 (- 2,6 % par rapport au second semestre 2015). Avec une demande toujours faible (embargo russe et ralentissement des importations chinoises), le marché tend à se rééquilibrer.

Sur l'ensemble de l'année 2016, la production atteint 152 millions de tonnes : l'Allemagne est le premier producteur laitier avec 32 millions de tonnes (+ 0,3 %), soit 21 % de la collecte européenne, la France arrive deuxième avec 24,7 millions de tonnes (16,2 %) et le Royaume-Uni troisième, avec 14,5 millions de tonnes (9,5 %). À l'instar de la France, le Royaume-Uni enregistre une baisse prononcée de sa collecte en 2016 (- 4,6 % sur un an). À l'inverse, les Pays-Bas continuent d'accroître leur production (+ 7,5 % à 14,3 millions de tonnes) ainsi que la Pologne (+ 2,4 % à 11,1 millions de tonnes), respectivement au quatrième et cinquième rang européen, prolongeant la dynamique enregistrée en 2015 (+ 6,9 % pour les Pays-Bas et + 2,7 % pour la Pologne). La production allemande, quant à elle, est restée stable (+ 0,3 %).

En 2016, la collecte des Pays-Bas rattrape celle du Royaume-Uni

en milliard de litres



En janvier 2017, la production laitière mondiale recule sur un an, de façon toutefois moins marquée qu'en 2016. Parmi les autres grands producteurs, la collecte se stabilise en Nouvelle-Zélande, voire diminue en Australie, alors qu'elle continue de progresser aux États-Unis (+ 2,5 % en janvier 2017 sur un an).

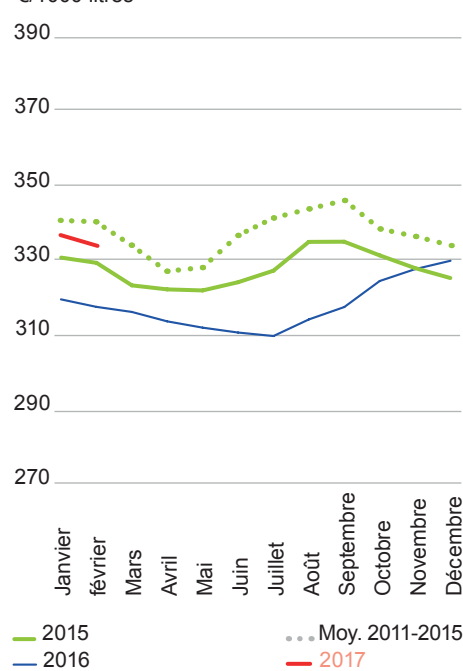
Après s'être redressé à partir d'août 2016, le prix français du lait payé aux producteurs se stabilise début 2017

En février 2017, à 346€ pour 1 000 litres, le prix moyen versé aux producteurs français de lait (prix à teneurs réelles, toutes qualités confondues) est supérieur de 11,2 % au prix de février 2016, soit 35€ pour 1 000 litres de plus que l'année précédente. Après + 37€ pour 1 000 litres en janvier sur un an, la hausse du prix de lait, entamée en août 2016, pourrait toutefois marquer le pas, les cours du lait étant quasi stables en février. Alors qu'il avait atteint en juillet 2016 son plus bas niveau depuis avril 2010, à 295 € pour 1 000 litres, le prix moyen du lait s'est redressé progressivement à partir d'août jusqu'à dépasser son niveau de 2015 à partir de novembre (+ 3 % en décembre 2016 sur un an). Malgré ce redressement à mi-année, le prix moyen du lait en 2016 demeure en deçà de son prix moyen 2011-2015 (- 12 %).

La remontée des prix français est plus modérée que celle observée chez certains de nos voisins européens, notamment chez ceux dont les prix avaient beaucoup diminué à la suite de l'augmentation de la production. C'est le cas en particulier de l'Allemagne, dont les prix sont supérieurs de 21 % en février à ceux de 2016. Dans l'Union européenne, les prix dépassent de 13 % en février leur niveau de 2016.

Après une progression entre août 2016 et janvier 2017, le prix français du lait se stabilise en février

€/1000 litres



Sources : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

La baisse du coût de l'aliment ralentit alors que le prix du lait est remonté

Sur les deux premiers mois de 2017, la production d'aliments composés pour vaches laitières s'est accrue (+ 4 % par rapport aux faibles niveaux de 2016), après une année 2016 en forte baisse : - 9 % par rapport à 2015, en lien avec le recul de la collecte laitière. Cette hausse pourrait résulter de besoins accrus suite à la sécheresse estivale de 2016, qui a réduit la quantité et la qualité des fourrages.

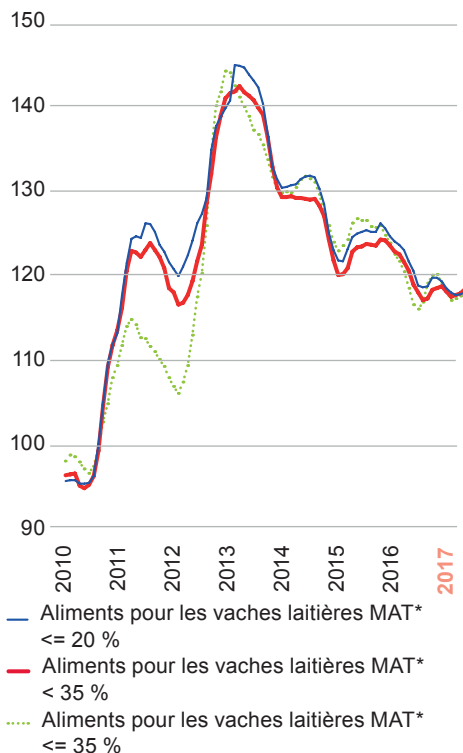
La baisse du coût des aliments, entamée en décembre 2015, ralentit depuis la fin de l'année 2016 : - 4 % en décembre, - 2,9 % en janvier et - 1 % en février. Après les sommets atteints en 2012 et 2013,

le prix des aliments s'est beaucoup réduit même s'il demeure élevé.

Dans ce contexte, le différentiel entre le prix payé au producteur et le coût de l'alimentation animale s'améliore (« Le prix de compensation du coût de l'aliment dans les filières d'élevage », Agreste Conjoncture, Coûts de production, avril 2017, n°4/12).

La baisse du coût des aliments ralentit depuis la fin 2016

Ipampa (base 100 en 2010)



* MAT = Matière azotée totale
Source : Agreste – Indice du prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa)

Les fabrications de produits laitiers diminuent en début d'année 2017 dans un contexte de repli de la consommation intérieure

En cumul sur les deux premiers mois de l'année 2017, la plupart des fabrications françaises diminuent (effet année bissextile non corrigé) à l'exception de celles des crèmes conditionnées et des desserts lactés frais (respectivement + 2 % et + 3 % par rapport à 2016), déjà en augmentation en 2016 (respectivement + 3,1 % et + 0,8 % par rapport à 2015). Les fabrications de beurre et de poudre baissent début 2017 (respectivement - 5 % et - 10 % sur un an), de même que celles de lait conditionné (- 4 %) et de yaourts (- 3 %), prolongeant les tendances enregistrées en 2016, à l'exception des poudres (+ 4,6 % par rapport à 2015).

Les fabrications de fromage sont également en repli, prolongeant les baisses enregistrées en 2016 : - 3 % sur un an pour les fromages frais, - 4 % pour les fromages à pâte persillée, - 6 % pour les fromages à pâte molle et - 8 % pour ceux à pâte pressée cuite. Parmi ces derniers, l'emmental et le comté enregistrent des baisses respectives de 5 % et 22 % sur un an. Quant aux fromages à pâte pressée non cuite, les fabrications sont stables sur les deux premiers mois par rapport à 2016.

Ces baisses des fabrications s'inscrivent dans un contexte de contraction des achats ménages déjà observé au second semestre 2016 pour ces différents produits : baisse des achats de laits conditionnés, de crèmes conditionnées, de yaourts et desserts lactés frais. Les fromages et le beurre font exception, avec des achats de la part des ménages en augmentation sur un an sur les deux premiers mois de 2017.

Les fabrications de produits laitiers se replient également en Europe, en particulier pour la poudre de lait écrémé

Dans l'Union européenne, les fabrications sont majoritairement en baisse sur un an en janvier 2017. Les fabrications de poudre grasse (contenant 1,5 % ou plus de matière grasse) et de yaourts diminuent légèrement (respectivement - 0,3 % et - 0,8 % sur un an) après avoir augmenté en 2016 (respectivement + 2,9 % et + 3,1 %). Celles de laits concentrés diminuent de manière plus significative début 2017 (- 1,9 %), amplifiant les baisses de 2016 (- 11,1 %). Malgré une forte demande, la production de beurre recule également de 0,9 % par rapport à janvier 2016, après une hausse en 2016 (+ 2,5 % sur un an). Enfin, du fait de la chute des prix et d'une demande atone, les fabrications de poudre de lait écrémé (réengraissée ou inférieure à 1,5 % de matière grasse) se replient également en janvier 2017 de 8,3 %, après avoir augmenté de 3,4 % en 2016. Parmi les principaux pays producteurs, seule la Pologne a augmenté sa production de poudre de lait écrémé.

À l'inverse, en janvier 2017, les fabrications de crème conditionnée s'accroissent de 3 % sur un an et

celle de laits liquides de 0,5 %, après avoir été en retrait sur l'ensemble de l'année 2016. Quant aux fabrications de fromages, elles se stabilisent en janvier 2017, après une baisse en 2016 (- 0,8 % par rapport à 2015).

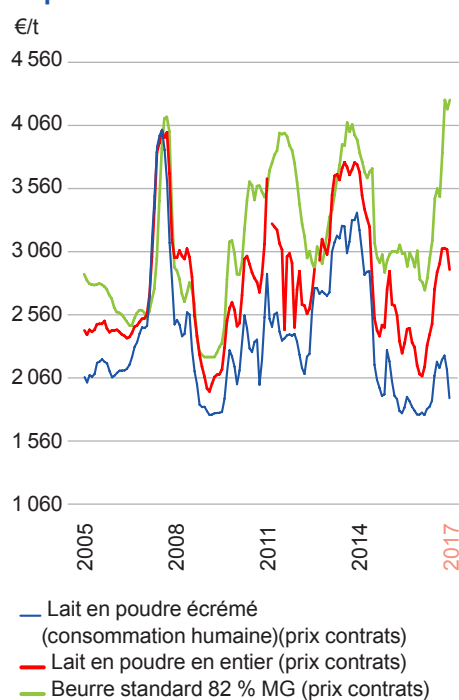
Dynamisme des exportations françaises vers la Chine

Sur les deux premiers mois de l'année 2017, les exportations françaises sont majoritairement en baisse. C'est le cas en particulier des poudres de lait écrémé, dont les ventes, en cumul sur les deux premiers mois de 2017, diminuent d'un tiers par rapport à 2016. Les cours de la poudre de lait écrémé étant au plus bas dans un contexte de demande réduite et d'offre abondante, la Commission européenne a décidé de prolonger les mesures d'intervention publique afin de limiter les quantités disponibles sur les marchés. Les exportations de poudre de lactosérum diminuent de 10 % et celles de caséines et caséinates, après avoir doublé en 2016, se replient de 3 % sur les deux premiers mois de 2017. Les exportations des autres produits baissent également mais de façon moins marquée : beurre (- 1 %) et yaourts et desserts lactés frais (- 3 %). Seules les exportations totales de fromages hors fondus restent stables, à l'exception des fromages frais en augmentation de 1 %.

La France, comme l'ensemble de l'Union européenne, est toujours pénalisée par la fermeture du marché russe dont l'embargo a été prolongé, pour la deuxième fois, jusqu'à la fin de l'année 2017. Les exportations vers les pays tiers augmentent, notamment vers la Chine, mais ne permettent pas de compenser les pertes de marché avec la Russie et la situation est inégale selon la destination. Sur les deux premiers mois de 2017, l'Algérie, qui constitue un débouché important pour les produits français, réduit ses achats de poudres de lait (- 27 % après une baisse de 6 % l'an dernier à la même période). De leur côté, les exportations françaises de desserts lactés progressent de 38 % vers ce pays. En revanche, après avoir fortement augmenté ces deux dernières années, les ventes de fromages vers l'Algérie se réduisent sur les deux premiers mois de l'année (- 60 %), sur un marché qui reste marginal.

En janvier 2017, la Chine continue de réduire ses importations toutes origines confondues, après deux années de fort repli de la demande. À l'exception des achats de lactose qui augmentent de 18 %, tous les produits sont concernés par la baisse : - 10 % pour la poudre grasse (à 108 000 t), - 2 % pour la poudre écrémée (à 33 000 t), - 22 % pour la poudre de lactosérum (à 34 000 t). Les exportations françaises parviennent néanmoins à tirer leur épingle du jeu en ce début d'année : les ventes à la Chine de desserts lactés « longue conservation » sont multipliées par quatre sur les mois de janvier et février, celles de poudre de lait écrémé augmentent de 50 % et celles de crème conditionnée de 21 % (la Chine concentre près du tiers des exportations françaises de crème). Hormis pour la poudre de lait écrémé dont les exportations vers la Chine étaient à la baisse en 2016 (- 16 % sur un an), le début de l'année 2017 confirme les tendances apparues en 2016 (+ 7 % sur un an pour les desserts lactés « longue conservation » et + 20 % pour la crème conditionnée s'agissant des exportations vers la Chine).

Envolée du prix du beurre français depuis le 2^e semestre 2016



Sources : FranceAgriMer d'après enquête FranceAgriMer / ATLA

Un prix du beurre au plus haut tandis que le prix de la poudre de lait écrémé chute

Suite au recul de la collecte, et malgré une demande atone, les cours des produits laitiers français se redressent à partir du second semestre 2016. Les situations sont cependant très différentes selon les produits. Entretenu par la pénurie d'offre, le prix du beurre français connaît une envolée depuis le mois d'août 2016, à l'image du cours européen : + 4 % sur un an, puis + 15 % en septembre et + 22 % en octobre. Depuis le début de l'année 2017, il ne cesse de croître ; au cours de la dernière semaine de mars, il atteint même 4 375€ la tonne, soit une hausse de 80 % par rapport à la même période de 2016.

Le prix français de la poudre grasse augmente fortement lui aussi avec un maximum atteint fin janvier. À 2 847€ la tonne au cours de la semaine du 6 mars 2017, il est supérieur de 48 % à celui de l'année dernière. Il tend toutefois à diminuer légèrement depuis cette date.

Pour la poudre de lait écrémé en revanche, le marché n'est pas encore revenu à l'équilibre. Certes, comme pour le beurre et la poudre grasse, le cours est reparti à la hausse depuis août 2016 atteignant même un pic courant janvier 2017 mais il se replie depuis, pénalisé par des stocks très importants. Ainsi, fin mars 2017, le prix français de la poudre de lait écrémé s'établit à 1 760€ la tonne, soit + 7 % par rapport à l'année dernière sur la même période, mais en diminution de 19 % par rapport au début de l'année 2017, se rapprochant même du prix d'intervention (fixé à 1 698€ la tonne).

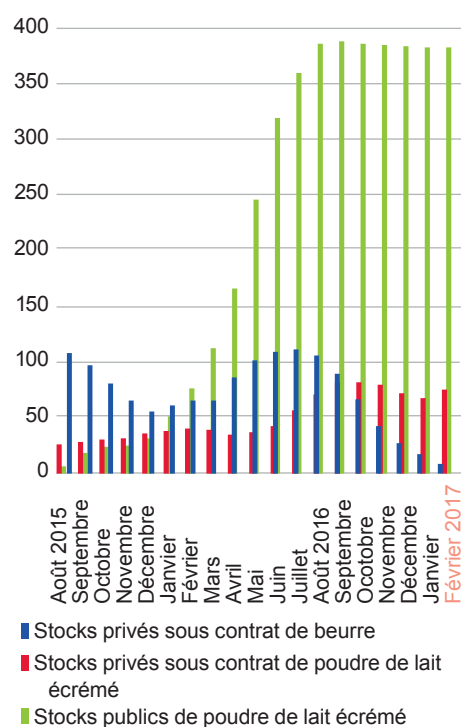
Stockage public de la poudre de lait écrémé au plus haut en 2017

Dès le début de la crise laitière mi-2014, la Commission européenne a activé les dispositifs d'intervention publique et mis en place les aides au stockage privé pour la poudre de lait écrémé, le beurre et le fromage. Les mesures d'intervention publique ont été ensuite prolongées, à plusieurs reprises et resteront ouvertes jusqu'en

septembre 2017 pour la poudre de lait écrémé, dont le niveau de prix se rapproche du prix d'intervention. Les produits fabriqués bénéficiant de l'intervention ont alors été stockés par les États membres pour le compte de l'Union européenne.

Des stocks publics de poudre de lait au plus haut depuis août 2016 dans l'UE

en millier de t



Source : Commission européenne / Milk Market Observatory

Les mesures de stockage privé de beurre et de poudre de lait sont, quant à elles, closes respectivement depuis septembre 2016 et février 2017.

En février 2017, le niveau des stocks publics de poudre de lait écrémé s'établit à environ 350 000 t, soit le niveau le plus élevé depuis 1991. La France est le premier pays bénéficiaire de ces mesures (19,2 % des stocks publics de poudre de lait écrémé), suivie de près par la Belgique (18,7 %). Pour le beurre en revanche, suite à une demande croissante tirant les prix vers le haut, et compte tenu de la fermeture de la mesure, les opérateurs européens ont massivement déstocké : le niveau des stocks bénéficiant d'une aide au stockage privé s'élève à 8 000 t en février 2017, contre 60 000 t un an auparavant.

Sources, définitions et méthodes

Sources

- L'enquête mensuelle laitière (EML) réalisée par FranceAgriMer et le service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt pour les données de collecte de lait, de prix du lait et de fabrication de produits laitiers. C'est une enquête administrative depuis janvier 2016 en application du décret 2015-729 du 24 juin 2015 relatif aux informations de suivi économique dans le secteur du lait et des produits laitiers. Elle permet de répondre notamment aux obligations réglementaires européennes de la directive 96/16/CE sur les statistiques laitières et contribue à la réponse au règlement 1165/98 sur les statistiques conjoncturelles (IPI).
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) pour les données sur le commerce extérieur.

La Commission européenne pour les données de prix du lait, quantités fabriquées et les stocks dans les États membres.

<http://ec.europa.eu/etat/fr/data/database>

http://ec.europa.eu/agriculture/milk-market-observatory/latest-statistics/productions-stocks_en.htm

- L'enquête FranceAgriMer/ATLA pour les prix des produits industriels.

Définitions

- Calcul du prix du lait de vache : Le prix à teneurs réelles est le prix du lait réfrigéré départ exploitation, toutes primes comprises et toutes qualités confondues, à teneurs réelles en matière grasse et matière protéique. Ce prix s'entend TVA non comprise, cotisations non déduites. Les avances ou récupérations d'avances sont comprises. Il se calcule en rapportant le total des paiements aux producteurs à la quantité collectée.

Les prix moyens diffusés prennent en compte tous les types de laits : lait non bio et non AOP, lait bio, lait pour productions AOP. Le prix moyen est une moyenne des prix individuels (prix des répondants et prix estimés des non répondants) pondérés par leur collecte.

Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sur le lait sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

- dans la rubrique « Conjoncture - Lait » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture – Séries mensuelles (bulletin) - Lait » pour les principales séries longues

Les dernières publications parues sur le thème sont :

- « Le prix de compensation du coût de l'aliment dans les filières d'élevage », Agreste Conjoncture, Coûts de production, n°4/12, avril 2017
- « Enquête annuelle 2015 : quasi-stabilité de la collecte, repli des fabrications de laits liquides et de yaourts », Agreste Primeurs, n°340, novembre 2016
- « Nouvelle baisse de la collecte de lait de vache en février 2017 », Agreste Infos Rapides Lait, n°4/11, avril 2017

Résultats définitifs 2015 de l'enquête annuelle laitière sur le site Agreste :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/enquete-annuelle-laitiere/>



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP

Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot

Rédacteur : Anne Rhodes

Composition : SSP

Dépôt légal : À parution

© Agreste 2017

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr